



L'Organisation de la Coopération Islamique reconnaît Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine

Par [Adam Garrie](#)

Mondialisation.ca, 13 décembre 2017

[The Duran](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Une réunion de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) en Turquie a produit une déclaration conjointe sur la Palestine. Voici les points saillants de la Déclaration d'Istanbul:

- L'OCI va reconnaître Jérusalem-Est/Al-Quds-Est comme capitale de l'État de la Palestine
- Les USA ne peuvent jouer aucun rôle dans le processus de paix car Washington n'est pas impartial
- Les membres des nations de l'OCI vont plaider à l'ONU la pleine reconnaissance du statut d'État de la Palestine
- L'OCI va faire pression sur les pays qui n'ont pas encore reconnu la Palestine comme État pour qu'ils le fassent immédiatement

Ci-dessous se trouve [le texte entier](#), en 23 points, de la Déclaration d'Istanbul sur la Palestine:

1. Rejetons et condamnons dans les termes les plus fermes la décision unilatérale du Président des États-Unis d'Amérique reconnaissant Al-Quds comme prétendue capitale d'Israël, la Puissance occupante; la rejetons comme légalement nulle et non avenue, et la considérons comme une attaque contre les droits historiques, légaux, naturels et nationaux du peuple palestinien, comme une entreprise délibérée de sape de tous les efforts de paix, comme un encouragement à l'extrémisme et au terrorisme, et comme une menace à la paix et à la sécurité internationales; et en appelons à tous les états membres de donner la haute priorité dans leurs discussions quotidiennes et dans leurs agendas de politique étrangère à la question palestinienne, en particulier dans leurs relations avec leurs homologues dans d'autres régions du monde;
2. Réaffirmons la centralité de la Cause de la Palestine et d'Al-Quds Ash-Sharif pour l'Oumma musulmane; renouvelons notre soutien de principe au peuple palestinien dans ses efforts pour établir ses droits nationaux inaliénables, y compris son droit à l'auto-détermination et à l'établissement de son État indépendant de Palestine selon les frontières de juin 1967, avec Al-Quds Ash-Sharif comme capitale; assumons le statut d'Al-Quds Ash-Sharif dans les cœurs et les esprits des peuples chrétiens et musulmans à travers le monde car elle est la première des deux qiblas, la troisième sainte mosquée, où le Prophète Mohammed, la paix soit sur lui, a commencé son Mi'raj (Ascension vers les Cieux), et le lieu de

- naissance de Jésus-Christ, la paix soit sur lui; et sommes résolus à confronter toutes tentatives affectant le statut historique, légal, religieux ou politique de la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif;
3. Réaffirmons notre attachement à la paix juste et globale reposant sur la solution à deux états avec Jérusalem-Est comme capitale de l'État de Palestine et en accord avec les termes de référence internationalement reconnus, ainsi qu'avec l'Initiative Arabe de Paix de 2002 adoptée lors de la Conférence Extraordinaire du Sommet Islamique de Makkah Al-Mukarramah en 2005 en tant que choix stratégique; et appelons la communauté internationale à agir de manière efficace et sérieuse afin de réaliser cette solution;
 4. Réaffirmons notre adhésion à toutes les résolutions adoptées par les sessions régulières et extraordinaires du Sommet Islamique sur la Cause de la Palestine et la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif, tout particulièrement du Sommet Extraordinaire de Jakarta, comprenant l'affirmation qu'une paix globale et juste ne sera réalisée que par la fin de l'occupation et par l'établissement d'un État de Palestine indépendant possédant une entière souveraineté sur la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif, en tant que capitale éternelle;
 5. Considérons que cette dangereuse déclaration, qui vise à modifier le statut légal de la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif, est nulle et non avenue et manque totalement de légitimité, étant une grave violation du droit international et de la Quatrième Convention de Genève en particulier, ainsi que de toutes les résolutions pertinentes relevant de la légitimité internationale, en particulier des résolutions 478 (1980) et 2334 (2016) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, fondations d'un processus de paix stipulant le statut de la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif comme issue finale, ainsi que des accords signés et des engagements pris à cet effet par les États-Unis d'Amérique, qui requièrent la réversion immédiate de cette décision;
 6. Tenons l'Administration US entièrement responsable de toutes les conséquences issues de sa non-rétractation de cette décision illégale; et la voyons comme l'annonce par l'Administration US de son retrait du rôle de promoteur de la paix et de sa réalisation parmi toutes les parties prenantes et comme un encouragement en direction d'Israël, la Puissance occupante, de poursuivre sa politique de colonialisme, d'implantation, d'apartheid et de nettoyage ethnique qu'elle a pratiqué dans les territoires palestiniens occupés en 1967, et en son cœur la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif;
 7. Remercions les institutions régionales pour leur prise de position positive en faveur de l'État de Palestine et du statut d'Al-Quds; et mandats le Secrétariat Général pour mobiliser un soutien pour la Cause de la Palestine dans toutes les organisations régionales.
 8. Déclarons Jérusalem-Est comme capitale de l'État de Palestine et invitons tous les pays à reconnaître l'État de Palestine et Jérusalem-Est comme sa capitale occupée;
 9. Assumons la poursuite de notre engagement à protéger la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif, son statut historique, sa mission culturelle et son statut légal, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux violations commises par la brutale occupation israélienne et par quelque parti soutenant cette occupation ainsi que ses politiques coloniales et racistes; et condamnons à cet égard la partialité complète et injustifiée du Congrès US en faveur des politiques impériales et racistes et des pratiques d'Israël, la Puissance occupante;
 10. Accueillons favorablement le consensus international rejetant la déclaration faite par l'Administration US, qui est en violation de toutes les résolutions de la légitimité internationale, à cause de ses graves répercussions sur la sécurité et la stabilité de la région et du

monde; et considérons ce consensus international comme un message de soutien fort en faveur des droits du peuple palestinien et de leur juste Cause et de leur droit à leur terre, notamment la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif.

11. Soutenons toutes les initiatives légales et politiques au niveau national et international, contribuant à préserver le statut historique et légal de la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif; et soutenons l'État de Palestine dans ses efforts dans tous les forums internationaux de consolidation de sa souveraineté sur Al-Quds Ash-Sharif et du territoire palestinien sous occupation en général;
12. Appelons tous les États à continuer d'appliquer entièrement la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU 478 de 1980, et de presser à cet égard tous les États de: a) s'abstenir de soutenir la décision US de reconnaître Jérusalem comme prétendue capitale d'Israël et; b) de ne pas déménager leurs Missions Diplomatiques à Al-Quds Ash-Sharif;
13. Appelons le Conseil de Sécurité de l'ONU à assumer ses responsabilités séance tenante et à réaffirmer le statut légal de la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif, et à mettre un terme à l'occupation israélienne du territoire de l'État de Palestine, à garantir la protection internationale du peuple palestinien, et à appliquer et respecter toutes ses résolutions concernant la Cause palestinienne;
14. Affirmons notre promptitude à dénoncer cette grave violation à l'Assemblée Générale de l'ONU si son Conseil de Sécurité échoue à agir en accord avec la résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU 377A; la « résolution d'Unification pour la Paix »;
15. Défendons la Cause de la Palestine et d'Al-Quds Ash-Sharif comme thème principal dans les forums internationaux, y compris dans les votes des États Membres en faveur des résolutions s'y rapportant au Conseil de Sécurité, à l'Assemblée Générale, au Conseil des Droits de l'Homme, à l'UNESCO et dans les autres organisations internationales, en exprimant leur rejet de toute action contraire à cette prise de position réfléchie; tout état membre assumant une attitude divergente sera considéré comme ayant quitté l'unanimité islamique et devra par conséquent en rendre des comptes;
16. Pressons fortement tous les états membres à soutenir Bayt Mal Al-Quds Ash-Sharif, le bras exécutif du Comité Al-Quds dirigé par sa Majesté le Roi Mohammed VI du Maroc, afin de contribuer au sûr maintien de tous les habitants d'Al-Quds;
17. Exprimons un soutien sans équivoque à la juste lutte du peuple palestinien et notre condamnation des attaques israéliennes contre les manifestations pacifiques du peuple palestinien réagissant à la déclaration illégale de l'Administration US et notre entière solidarité avec le peuple palestinien dans ces circonstances difficiles, qui requièrent des États Membres et de toutes les forces aimant la paix d'agir avec urgence pour éviter que soient prises des mesures similaires et de réagir aux procédés impérialistes et racistes d'Israël, la Puissance occupante, envers la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif;
18. Affirmons également notre engagement à fournir les ressources matérielles nécessaires au soutien du sûr maintien du peuple palestinien à l'intérieur du territoire palestinien, en particulier dans la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif, qui continuent de protéger l'identité historique, civilisationnelle et légale de l' Cité Sainte;
19. Pressons fermement tous les États Membres, leurs agences spécialisées et leurs organisations non-gouvernementales d'augmenter leurs contributions à l'Office de Travaux de Secours des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA, United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near-East, NdT) afin d'apaiser les crises financières en cours, exacerbées par la situation humanitaire actuelle sur le

- terrain, et de soutenir le travail précieux de l'Agence dans l'assistance aux réfugiés palestiniens;
20. Appelons les États Membres et les institutions concernées de l'OCI à continuer de fournir toutes formes de soutien économique, social, technique et matériel ainsi qu'assistance au peuple palestinien et à l'État de Palestine comprenant la promotion et la facilitation du commerce avec la Palestine, le développement de programmes accroissant leur autonomie et l'augmentation de l'assistance financière ainsi qu'économique pour construire une économie nationale palestinienne forte et indépendante et renforcer le développement économique et social de la Palestine, y compris de la Cité d'Al-Quds Ash-Sharif, sa capitale;
 21. Appelons le Comité Exécutif de l'OCI et son Bureau ainsi que le Groupe de Contact Interministériel sur Al-Quds à agir sans attendre et à communiquer avec les gouvernements des pays du monde et avec les organisations internationales pour alerter leur conscience de la gravité de ce geste et des actions des pays musulmans en réaction, et d'agir préventivement concernant toutes les conséquences négatives éventuellement issues de la déclaration de l'Administration US;
 22. Demandons à la Banque Internationale de Développement (BID) de soutenir les entreprises économiques et sociales à Al-Quds Ash-Sharif et dans les autres territoires occupés par le biais du « Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement » en rendant prioritaires les projets de la Palestine et en formulant des mécanismes et des procédures spécifiques et flexibles à leur endroit;
 23. Affirmons le besoin de poursuivre les développements s'y rapportant et de prendre les mesures appropriées, le cas échéant.

Ce qu'il en est ressorti

Après une brève réunion derrière portes closes, le Secrétaire-Général de l'OCI Youssef al-Othaimen offrit quelques remarques d'introduction suivies d'une déclaration du Président de la Palestine, Mahmoud Abbas.

Le Président Abbas a salué la réunion comme étant l'un des sommets islamiques les plus réussis de l'histoire. Il a réaffirmé que la Palestine ne peut pas accepter les USA comme arbitre du processus de paix puisqu'ils ont trahi toute chance d'être considérés comme des partenaires honnêtes et neutres.

Il a également affirmé que la Palestine se rendrait à l'ONU pour y déclarer le caractère nul et non avvenu de la déclaration de Trump, tout en pressant l'ONU de reconnaître le statut d'État à part entière de la Palestine.

L'orateur principal était l'hôte du sommet, le Président turc Recep Tayyip Erdogan. Erdogan a déclaré que la mission fondatrice de l'OCI était de protéger le caractère saint d'Al-Quds et que le sommet de ce jour a démontré au monde qu'Al-Quds n'est pas toute seule.

Erdogan a souligné l'attitude partagée à l'OCI que la participation des USA dans de futures négociations de paix au sujet de la Palestine « est terminée » et que les états membres de l'OCI contribueront à désigner de nouveaux médiateurs, en concertation avec l'ONU.

Comme il l'avait fait plus tôt dans la journée, Erdogan fit encore une fois visionner des diapositives détaillant l'histoire de l'occupation israélienne de la Palestine. Il montra ensuite

des images de soldats israéliens torturant des enfants palestiniens et d'autres civils.

Erdogan demanda ensuite rhétoriquement à Trump comment il pouvait défendre de tels actes, disant:

Hé Trump, est-ce que tu soutiens ce pays - Israël? Il s'y trouve la torture... le terrorisme... est-ce cela, que tu défends?

Le Président turc répondit à sa propre question en affirmant que Trump est l'avocat d'un « raisonnement sioniste zélé ».

Il a également affirmé que Trump « *pourrait bien* défendre un tel pays », puisque les USA se sont servis des terroristes du YPG-PYD pour soi-disant combattre Da'esh en Syrie.

Qu'est-ce que cela signifie?

À nombre d'égards le développement le plus significatif du sommet a été la prise de position sans équivoque de l'Iran et de la Turquie en tant que pays non-arabes, assumant clairement un rôle de direction vis-à-vis de la Palestine, un thème naguère dominé par des personnalités arabes telles que Nasser d'Égypte, Kadhafi de Libye et jusqu'à un certain point Saddam Hussein d'Irak. Aujourd'hui, la Syrie demeure le seul état arabe à continuer de parler clairement et décisivement en faveur de la Palestine, bien que la guerre de la Syrie contre le terrorisme sur son propre territoire soit actuellement sa priorité.

En ce sens, la conférence aide à cimenter davantage un partenariat irano-turc d'ores et déjà fort et se renforçant rapidement qui, il n'y a qu'un an, eut été difficile à imaginer.

Inspiré, par le très haut niveau de participation au sommet extraordinaire de l'OCI en dépit d'une poignée d'exceptions notables. L'ensemble du monde musulman est solidaire des Palestiniens et rejette le don par Trump de ce qui ne lui appartient pas à ceux qui n'ont aucun droit dessus.

- Javad Zarif (@JZarif) [13 décembre 2017](#)

Ceci, de pair avec le soutien libanais pour les initiatives de l'OCI confirme mes propres déclarations selon lesquelles le Bloc Septentrional du Moyen-Orient est clairement diplomatiquement gagnant dans les cœurs et les esprits des Arabes et du monde musulman plus vaste.

Le manque comparatif d'enthousiasme venant de l'Arabie Saoudite et de ses alliés contemporains, dont l'Égypte, a été remarqué. Même le Roi de Jordanie Abdullah II, gardien des saintes mosquées du Noble Sanctuaire d'Al-Quds, exprima ce qui selon ses propres standards représente des déclarations fermes en faveur de la décision finale de l'OCI. En fonction des relations habituellement bonnes de la Jordanie avec Israël, cette déclaration était considérablement lourde de sens.

Par-delà tout ceci, le geste de Donald Trump a clairement déclenché un retour de flamme géopolitique. Les signataires de la Déclaration d'Istanbul comprennent des pays aussi divers que le Pakistan, l'Indonésie, l'Albanie, la Malaisie et le monde arabe. Tandis qu'il reste à voir quels pays appliqueront pleinement la déclaration en fonction de leurs propres lois

nationales et de leurs positions diplomatiques, il est clair que la condamnation du geste des USA a été universelle, même l'UE critiquant aussi l'unilatéralisme de Trump.

Le moment d'Erdogan

Le Président turc s'est clairement servi du sommet pour améliorer son prestige personnel dans le monde musulman au sens large. Sa rhétorique dépassionnée et sa féroce condamnation d'Israël comme des USA se sont déjà révélées populaires sur les réseaux sociaux arabes, en dehors des pays avec lesquels la Turquie est brouillée.

En outre, Erdogan s'est servi du sommet pour renforcer sa crédibilité multipolaire. Le Président du Venezuela Nicolas Maduro a assisté au sommet en tant qu'observateur et Erdogan l'a remercié avec effusion lors de ses commentaires.

Alors qu'Erdogan poursuivait, pour décrire Maduro comme la voix et le leader de sa région d'origine, ce fut l'occasion d'une nouvelle pique dirigée contre les USA qui a tenté pendant des années d'évincer Maduro et son prédécesseur bolivarien, Hugo Chavez.

CONCLUSION:

En ce qui concerne l'efficacité de la Déclaration d'Istanbul, elle se résume à combien les membres de l'OIC resteront unis dans leur application des engagements qu'ils ont pris.

Si une majorité des nations concernées prend vraiment des mesures actives pour appliquer les articles de la Déclaration, elle pourrait avoir un impact géopolitique important, en ce qu'une large diversité de nations du monde entier – des nations qui ne sont pas toujours d'accord entre elles, agissent de concert en réponse à un acte hautement provocateur de la part des États-Unis.

Pour Erdogan, c'est un peu « mission accomplie ». Il a enfin trouvé un thème pour renforcer sa crédibilité pan-islamique au regard du plus vaste auditoire possible, tout en humiliant certains de ses rivaux régionaux (l'Égypte et particulièrement l'Arabie Saoudite) et en clarifiant au-delà de tout doute raisonnable que, pour l'instant du moins, les relations naguère saines de la Turquie avec les USA sont révolues.

Adam Garrie

Source: [BREAKING: OIC recognizes East Jerusalem as capital of Palestine](#), The Duran, le 13 décembre 2017

Traduit par Lawrence Desforges, [Global Presse](#)

La source originale de cet article est [The Duran](#)
Copyright © [Adam Garrie](#), [The Duran](#), 2017

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca